

Il y a 40 ans, les premiers réfugiés politiques Hmong arrivaient en Guyane



Marion BRISWALTER, AFP sam. 9 sept. 14:08 UTC+2



Cayenne (AFP) - Il y a 40 ans, les premiers réfugiés politiques Hmong, qui fuyaient le régime communiste du Laos, étaient accueillis en Guyane. Ils représentent aujourd'hui 2% de la population guyanaise, et sont surtout les premiers cultivateurs du territoire.

"Malgré la nostalgie, les difficultés du début, je sais que j'ai fait le bon choix", témoigne N'Dzeu Ya Ma, agricultrice de 57 ans, arrivée comme 500 autres réfugiés Hmong fin 1977.

Les Hmong, alliés de la France et des Etats-Unis lors des conflits en Indochine puis au Viêt Nam, avaient fui les violences dont ils étaient victimes dès 1975 lors de l'élection des communistes au Laos. Sur 20.000 demandeurs d'asile Hmong, la Guyane en accueillit un millier de 1977 à 1988.

Augustin Ya Ma fut maintenu dans un camp de "11.000 réfugiés" en Thaïlande avant d'obtenir l'asile. Il fut envoyé à Cacao qui était alors un camp d'orpillage délaissé, situé à 80 km de Cayenne, et que les réfugiés ont transformé en un haut-lieu agricole et touristique.

"J'avais vingt ans. Cacao n'était que la forêt, avec une petite clairière et une piste d'avion. Et il a fallu abattre la forêt à la main", a-t-il témoigné mardi à Cayenne, au cours de la célébration par la collectivité territoriale de Guyane (CTG) de cet anniversaire.

"La Guyane est fondamentalement une terre d'immigration et de multiethnicité. Cette commémoration est une reconnaissance apportée aux Hmong et le signe d'une réussite patente d'un mouvement qui a été contesté à l'époque", a affirmé le président de la CTG, Rodolphe Alexandre. Une partie de l'opinion publique réclame actuellement une fermeture des frontières guyanaises, en réaction à l'immigration clandestine venue du Brésil et du Surinam.

- terre de peuplement -

Depuis le XVIIe siècle, la colonie française souhaitait transformer la Guyane en terre de peuplement, ce qui fit dire aux intellectuels et militants que l'on procédait là, comme aux Antilles, à un "génocide par substitution".

Le gouvernement voulait développer cet immense territoire d'Amazonie de 76.000 personnes par le savoir-faire agricole de nouveaux venus, dont les réfugiés Hmong.

Malgré l'échec de ce "plan vert", leur présence a contribué à l'essor "du maraîchage, du tourisme, de l'élevage, de la filière bois", selon l'ancien président du conseil général, Claude Ho-A-Chuck.

"On estime que la filière végétale répond à près de 70% des besoins en fruits et légumes en Guyane", explique à l'AFP le président de la chambre d'agriculture, Albert Siong, qui recense 1.100 exploitants et co-exploitants de lignées Hmong, répartis dans quatre villages.

Pour Jean Yan Saï Po, sapeur-pompier professionnel, "les jeunes aujourd'hui ne sont pas tous agriculteurs, ils ont choisi plein de métiers différents".

Lui-même est un homme du feu "parce que Cacao était éloigné de tout, et qu'il fallait attendre une à deux heures pour être secouru".

By Cha, président de l'association d'intégration et d'accueil des Hmong, arrivé en Guyane en 1986, estime auprès de l'AFP que la France ne doit pas refermer le chapitre de l'asile politique.

Selon lui, "l'Etat dit que la situation n'est plus comme en 1975, mais il y a encore les Hmong du Viêt Nam, qui sont les premiers à avoir combattu aux côtés de la France, qui vivent dans la misère et sont discriminés, et c'est gens-là, on n'en parle pas".

